

Reprenons l'offensive des idées Concrétisons la liberté de circulation et d'installation

Cette tribune fait suite à une journée de réflexion « Abrogeons le CESEDA, concrétisons la liberté de circulation et d'installation » organisée par la FASTI le 23 janvier 2021 et réunissant plus de 80 personnes.

Que ce soit dans les associations de solidarité ou les collectifs de sans papiers, nous sommes de plus en plus limité·e·s dans nos capacités d'action. Les critères de régularisation obligent les personnes étrangères à rester sans-papier pendant des années, à travailler alors qu'elles n'en ont pas le droit, à être dans une situation de dépendance vis-à-vis du patron ou du conjoint.

Le CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) révèle l'absurdité, la déshumanisation et la violence des politiques qui sont menées à l'égard des personnes étrangères, depuis des années, dans un contexte de criminalisation et de répression des migrations. Expulsion, enfermement, espoir de régularisation dont les conditions se durcissent à chaque nouvelle loi, exploitation, précarisation : voici le cycle infernal produit par ces nécropolitiques.

En finir avec une politique migratoire mortifère

Nous, associations de solidarité, collectifs de sans-papiers, syndicat, constatons que les marges de manœuvre se réduisent après chaque réforme du CESEDA, réformes qui se succèdent de plus en plus rapidement, sur fond de discours publics alimentant le racisme, l'idée d'étrangers « fraudeurs », « envahisseurs », « profiteurs » etc.

Dans ce contexte, les dossiers de régularisation sont toujours plus longs à constituer, avec toujours plus de preuves à apporter, dans des délais toujours plus courts. Nous avons le sentiment d'être toujours sur la défensive et d'être finalement réduits à se conformer aux conditions de la préfecture.

Comment, lors des permanences juridiques, ne pas tomber dans un état de schizophrénie en utilisant les marges de plus en plus réduites de régularisation alors que nous combattons, plus globalement, les logiques de tri et de hiérarchisation qui sous-tendent le CESEDA ? Comment ne pas incorporer en nous-mêmes et reproduire ces logiques d'Etat ?

Reprenons l'offensive des idées

Face à cela, nous devons continuer à intensifier nos luttes. Nous pensons qu'il est vital, en plus de nos mobilisations et activités quotidiennes, de reprendre l'offensive sur le terrain des idées, de s'autoriser à penser nos utopies, de réfléchir aux moyens de les réaliser, et de participer ainsi à la transformation de l'imaginaire collectif.

La crise sanitaire a révélé les inégalités intolérables que vivent les personnes sans papiers. Elle a aussi mis en évidence le mépris du gouvernement à leur égard qui n'a pas répondu aux

mobilisations massives des premiers et premières concernées depuis mai 2020. Cette situation a aussi fait bouger des lignes dans les mouvements de solidarité. Elle a permis une montée en puissance et un partage plus large des revendications, notamment autour de la régularisation immédiate, pérenne et sans conditions de toutes les personnes sans-papiers.

Les luttes pour la régularisation, les luttes contre les centres de rétentions administratives, les luttes contre les expulsions ou encore la lutte pour l'égalité des droits combattent toutes des situations et une répression en partie organisée et justifiée par le CESEDA. Celui-ci encadre non seulement les critères d'attribution des titres de séjour mais aussi d'enfermement et d'expulsion. C'est l'existence même de ce Code qui pose problème.

Seul Code à cibler une catégorie de la population, il légitime et institutionnalise la discrimination à l'égard des personnes étrangères. Véritable Code d'exception, il est source de multiples discriminations, de traitements dérogatoires, d'atteintes aux droits fondamentaux et crée de fait des inégalités structurelles entre français·e·s et étranger·e·s.

Concrétisons la liberté de circulation et d'installation

Si l'on souhaite véritablement inverser la tendance et un jour vivre dans une société où les personnes étrangères sont dignement accueillies, libres de circuler/de s'installer et bénéficiaires des mêmes droits que le reste de la population, les modifications du CESEDA ne suffiront pas. C'est bien son abrogation qu'il faut obtenir et avec elle, celle des idéologies sur lesquelles il est fondé et qu'il perpétue : le colonialisme, le racisme, le sexisme, l'utilitarisme économique.

Son abrogation est de fait un premier pas nécessaire et central dans la lutte pour l'égalité et la dignité de toutes et tous et doit être pensée comme une concrétisation légale de l'égalité des droits et la liberté de circulation et d'installation. Il ne peut y avoir d'égalité face à la justice, face au logement, face au travail, tant qu'un Code marginalise légalement des personnes sur la seule base de leur nationalité.

Ensemble, luttons pour l'abrogation du CESEDA !

Premiers signataires : FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), CSP 75 (Coordination des sans-papiers 75), FUIQP (Front Uni des immigrations et des Quartiers Populaires), Syndicat Solidaires